L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Supplément du journal de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 8e SEPTEMBRE 187[illegible]

LE GRAND ESCALIER DE L'OPÉRA.

Sous ce titre: LE GRAND ESCALIER DE L'OPÉRA, le directeur de l'*Illustration*, soulève l'intéressante question qui appelle l'attention de M. le ministre des beaux-arts, de M. le directeur de l'Opéra et de l'architecte dont cet édifice a illustré le nom:

Il est superbe! C'est une merveille et c'est à juste titre qu'il a fitalement l'architecte Garnier qui l'a conçu et édifié. Alors donc, pourquoi parler de cet escalier qui a fait même la fortune de l'habile et heureux directeur de l'Opéra? La raison en est fort simple. C'est que je considère cette merveille d'architecture comme le *tombeau des chanteurs*.

J'en appelle de mon dire à MM. Garnier et Halanzier. Qu'ils diagnostent ma pensée quelques moments d'attention. Je parle persuadé qu'ils seront, après, de mon avis. Cela fait, M. Garnier, pour le bonheur des chanteurs, des auditeurs et pour sa propre gloire, et M. Halanzier, pour ses propres intérêts en même temps que pour ceux de ses successeurs, remédieront, j'en suis sûr, d'un commun accord, au vice que je vais leur signaler à tous deux.

J'assistais, l'autre soir, par contrebande, à une répétition d'*Hamlet* et je m'étais blotti sottement dans la loge qui, sur la scène, fait face à celle de la direction. La journée avait été chaude. Tout le temps que dura le premier acte, je ressentis dans mon coin obscur une chaleur étouffante. Je m'étais placé, pour mieux voir et mieux entendre, à l'étroite fenêtre qui, lorsque la belle est baissée, permet aux personnes occupant ladite loge d'apercevoir la salle.

Le premier acte fini, le rideau fut baissé comme d'habitude. Aussitôt un vent bienfaisant mais presque glacial vint me rafraîchir. Mais ce vent me refroidit, en quelques minutes, à ce point que j'abandonnai vite ma place pour me mettre à l'abri de ce dangereux courant d'air.

Que vis-je aussitôt? le rideau, baissé, était repoussé avec une grande violence. Il dérivait une courbe très prononcée en dehors. Je pensai tout d'abord que les portes ouvertes peut-être pendant l'entr'acte, pour aérer la salle, étaient la cause de cet effet étrange.

Le second acte allait recommencer. Je m'empressai de reprendre ma place à la petite fenêtre. Je retrouvai le même vent qui m'avait tant peiné quelques instants auparavant. Bientôt après, le rideau se leva. O surprise! je sentis instantanément la chaleur revenir, en une seule bouffée, constante et insupportable. Je n'en écoutai pas moins attentivement les chanteurs.

Tout à coup, la pensée me vint que ce vent qui refoulait si fortement le rideau devait, en ce moment, s'engouffrer dans la scène, refoulant ainsi les voix des chanteurs et arrière et les emportant et les perdant dans la salle avec toute leur étendue.

Je me transportai aussitôt dans les coulisses. Là, les sons des voix comme des instruments m'arrivaient avec une *sonorité*, avec une précision imparfaites, main bien plus grandes que dans la fâcheuse loge dans laquelle je suis certain que, dans les cintres, l'effet que je constatai là était bien plus saisissant encore.

A quoi devais-je l'attribuer? D'ordinaire, me disais-je, dans les salles de spectacle, quand le rideau est baissé, la salle ne reçoit que peu d'air, la chaleur augmente; dès que le rideau est levé, l'air arrive dans la salle venant de la scène, la chaleur diminue. Ici, c'est l'inverse qui se produit.

Je songeai tout naturellement alors au grand escalier, aux vestibules qui le précèdent et l'enveloppent, en un mot à cette masse considérable d'air froid que cet immense réservoir reçoit de toutes parts, qu'il renferme et qui, par toutes les fissures, se précipite dans l'air chaud que contient la salle, produits de la sorte un courant constant, dangereux, perfide, qui va s'engouffrer dans la scène quand le rideau est levé. C'est ce courant violent qui repousse le rideau avec tant de force quand celui-ci est baissé. N'est-ce pas là un vice considérable, auquel il est indispensable de remédier tout de suite.

Et, s'il en est ainsi, ne m'est-il pas permis de déclarer que le grand escalier est le *tombeau des chanteurs!*

En l'état, quelque efforts que ceux-ci fassent, leurs voix resteront sourdes, elles ne porteront pas, arrêtées qu'elles sont par ce terrible courant d'air froid qui repousse leurs voix dans les cintres. Leurs voix s'épuiseront complétement après quelques années d'efforts stériles.

Voilà donc pourquoi l'on dit partout que la salle de l'Opéra est sourde!.... *qu'elle est masquée.*

A l'ancienne salle de la rue Le Peletier, c'était bien différent: des couloirs étroits séparaient les loges d'un foyer peu large et relativement peu vaste, contenant un volume d'air peu considérable.

C'est sûr, d'ailleurs, n'était jamais froid! En revanche, celui qui pouvait pénétrer sur la scène, venant de la cour, c'est-à-dire du côté de la rue Le Peletier, arrivait abondant et souvent chaud. Il portait dans la salle, dès que le rideau était levé, les sons des voix et des instruments. La salle avait ainsi la réputation d'être très sonore.

Je ne serais pas éloigné de croire que la salle de M. Garnier, telle qu'elle est construite, est aussi sonore, aussi sonore que celle de la rue Le Peletier. Mais le grand escalier, comme je viens de le dire, la place dans des conditions d'acoustique très infâmes à cette destination.

Je ne voulais parler que du grand escalier, mais je ne résiste pas au désir d'ajouter quelques mots de critique sur la façon dont la scène a été comprise.

Elle n'est pas assez avancée. Le proscenium est trop en retraite. Que MM. Garnier et Halanzier veuillent bien remarquer comme moi: le chanteur, si près qu'il soit de la rampe, se trouve sans cesse placé directement au-dessous des cintres, de telle sorte qu'avec le courant d'air irrésistible que j'ai signalé, la majeure partie des sons de sa voix sont absolument portés vers les machinistes d'en haut, qui, eux, sont de tous les mieux placés pour entendre. Cette remarque ne peut faire sourire longue la fête jour dans les coulisses, au moment où Ophélie va se jeter dans les roseaux. Le son de l'instrument, net et sec, semble, en arrivant dans la salle, partir des cintres pour de là opérer. Il se produit là un écho désagréable, sourd, et c'est à peine si, à l'amphithéâtre, l'on perçoit distinctement les charmants et doux accords qui accompagnent la dernière chanson d'Ophélie.

Pour remédier à ce dernier inconvénient, il faudrait reculer l'orchestre, avancer la scène vers la salle, détruire, par conséquent deux ou trois rangées de fauteuils d'orchestre. Ce serait là, me dira-t-on, une perte pour une direction intéressée qui doit prendre soin de ses recettes. Cette objection tombe d'elle-même depuis que la clause a été supprimée. Les fauteuils d'orchestre du premier rang, détruits pour les besoins de la scène, pourraient être facilement remplacés par d'autres fauteuils qu'on établirait au parterre, lequel serait impunément diminué du nombre des places gratuites qui étaient distribuées chaque jour de représentations par les soins de l'honorable chef des *Menus*.

Je reviens au grand escalier, et je me demande s'il est possible de détruire, ou tout au moins d'atténuer considérablement le vice capital dont je fais retomber la responsabilité sur lui. Il me semble que la chose doit au moins être tentée. Pour cela il suffirait d'ouvrir le pourtour des loges du grand escalier, du foyer et des couloirs qui l'entourent, par des vastes portières qui resteraient fermées pendant toute la durée de l'acte. De la sorte, le vaste courant d'air dont j'ai parlé disparaîtrait, je le crois, presque complétement. Qu'arriverait-il alors? Pendant les entr'actes ces portières, restant ouvertes pour permettre la circulation des promeneurs, le courant d'air actuel se rétablirait et rafraîchirait la salle. Pendant la durée de l'acte l'air viendrait, au contraire, de la scène, — on le ferait venir de là au besoin, — et, traversant dans la salle les sons des voix et des instruments. Donc les deux cas se seraient bénéfiques pour les chanteurs et pour les spectateurs. Cette expérience ne nécessiterait aucun frais. Pourquoi ne serait-elle pas tentée?

Puisque je suis en si bonne voie de critique, si j'ouais, la propriété de remplacer une grande partie des tentures de la salle par des lisières peintes, comme celle si pratique dans beaucoup de belles salles de l'étranger.

L'art d'installation s'est tellement perfectionné dans ces dernières années que l'on parviendrait facilement à rendre insensible pour l'œil, aux lumières, la différence du bois et de la draperie.

Je n'insiste pas d'avantage pour le moment. Je serais bien aise de savoir ce que pensent de mes observations, dictées à la hâte, l'éminent architecte qui a construit l'Opéra et l'habile directeur qui l'exploite avec tant de succès.

Hôtel-Dieu, 22 rue Royale. — La maison A. Bonnet & Cie, 25 rue Royale, offre des avantages exceptionnels aux personnes qui ont des échecs à faire en des montres ou des bijoux à réparer. Elle a pour chefs d'atelier trois ouvriers en artistes du premier ordre. Son assortiment de montres anglaises nouvelles est considérable et propre à satisfaire la consommation.

UN ANGLAIS A BATOUM.

L'ex correspondant du *Daily News*, à Batoum, raconte, dans une lettre datée du 7 courant, la persécution dont son expulsion de la première de ces villes, par ordre de Dervich Pacha.

Il était assis dans un café près du port, et causait avec un ami, lorsqu'un officier de police vint l'arrêter qu'il eut à partir dans une heure, par le steamer du Trébizonde. Il en demanda la raison.

L'officier lui répondit qu'il n'en avait pas à lui donner; mais sur l'observation qu'il n'était pas possible de s'embarquer à si bref délai, l'agent consentit à fixer le départ au lendemain.

Le lendemain soir un autre steamer était dans le port. Le même officier se présenta devant le correspondant anglais, qui cette fois était chez lui, et lui dit que le navire l'attendait:

—De qui donc émane cet ordre d'expulsion? — Du Dervich Pacha qui considère comme superflue la présence de correspondants à Batoum, répondit le fonctionnaire.

Le correspondant prit une plume et écrivit au commandant des forces ottomanes une lettre pour protester contre "une violation du droit international." Ses papiers, y dit-il, avaient été acceptés comme étant en règle; il était le sujet d'une puissance amie; son passeport, qui avait été signé par le consul général d'Angleterre à Constantinople, l'autorisait à se rendre à Batoum et partout ailleurs en Asie; il n'avait à se reprocher aucune infraction aux lois; son expulsion constituait un acte arbitraire et despotique. Le correspondant déclarait en terminant qu'il était bien décidé à ne céder qu'à la force.

L'officier de police se chargea de porter cette protestation à son adresse et remporta en déchargeant que l'ordre d'expulsion était malateur.

Là-dessus le correspondant ferma en porte et la barricada, assura les volets de son balcon et se mit au lit.

Quelques instants après, on frappait sur sa porte à coups redoublés, en menaçant de la faire voler en éclats; derrière cette porte se trouvait l'officier de police avec une escouade de vingt agents, qui tous criaient que le steamer allait partir. Le correspondant répliquait qu'il était chez lui et que sa chambre était territoire britannique et inviolable.

L'officier de police donna ordre à ses gens d'entrer par le balcon, mais les volets tenaient bon et les efforts faits pour les arracher restaient sans résultat. Pendant ce temps une foule énorme s'amassait dans la rue.

Après une dernière sommation la porte fut battue en brèche et cédà.

Le chef des zaptiés (police) et les agents qui l'accompagnaient restèrent un moment stupéfaits; ils s'étaient attendus à une lutte corps à corps et se trouvaient en présence d'un homme calme qui déclarait qu'il ne voulait que se procurer la preuve qu'il y avait réellement expulsion.

L'officier de police répliqua qu'il ne faisait qu'exécuter les ordres qu'il avait reçus.

Le correspondant déclara de nouveau qu'il ne remuerait pas un pied volontairement et qu'il était bien décidé à opposer la plus grande résistance passive à l'action de la police. La même déclaration fut répétée par un second journaliste qui avait également reçu l'ordre de déguerpir et qui partageait la chambre de son confrère du *Daily News*. Pour compléter le tableau, le capitaine du steamer en partance poussait sa tête furieuse derrière la foule des policiers, gesticulait et jurait, criant qu'on eût à se dépêcher parce qu'il levait l'ancre.

Au dernier mot du capitaine de navire les agents envahirent la chambre et d'abord enlevèrent de son lit le second journaliste et le portèrent dans la salle du rez-de-chaussée occupée par un café: les mêmes hommes vinrent ensuite chercher le journaliste anglais et le déposèrent sur le sol, dans la même salle, le long de son compagnon.

Un d'eux était dans un déshabillé complet; l'autre n'avait ni chapeau ni chaussures.

Tous deux continuèrent leurs protestations dans cette pose et formaient le centre d'une foule compacte de curieux qui ne pouvaient s'expliquer cette scène. Le moment d'après dans la salle du café on avait pour but de donner à la police le temps de faire les malles des deux "voyageurs." Cette besogne finie, les agents s'emparèrent de nouveau des correspondants et les transportèrent dans une barque qui les attendait et qui s'éloigna rapidement du rivage des qu'elle eut reçu son fardeau.

La barque enfin toucha les flancs du navire, et les policiers se mirent en devoir de faire franchir la dernière étape à leurs hôtes. Mais la nuit était noire; l'échelle à monter était longue et étroite.

Les deux amis jugèrent qu'il était prudent de ne pas se fier plus longtemps aux épaisses des portefaix de la police lorsque qui peut-être les aurait par erreur laissé tomber à l'eau. Ils gravirent donc volontairement le pan incliné qui les séparait encore du pont du navire.

C'était un steamer ordinaire dont les voyageurs ne furent pas peu étonnés en voyant arriver à bord deux passagers vêtus prématurément du costume de nuit.

Le lendemain les deux journalistes débarquèrent à Trébizonde où ils déposèrent une protestation entre les mains du consul général d'Angleterre.

Le Daily News, dans un article dont il accompagne la publication de la lettre de son correspondant, dit que l'appréciation de ce dernier n'est peut-être pas correcte lorsqu'il considère le fait de son expulsion de Batoum comme constituant une violation du droit international, mais il fait remarquer que ce port n'étant pas un siége de guerre, les étrangers ne peuvent y être soumis aux exigences de l'autorité militaire, et que cette expulsion n'est pas moins un outrage grave porté à un sujet anglais, un outrage qui exige une énergique protection des droits internationaux.

VARIA.—Le ballon captif inspiré à Cham, dans le *Charivari*, cette légende sinistre:

—Est-ce que nous n'allons pas bientôt redescendre?

—Ceux qui manœuvrent le câble ne font signe qu'ils se mettent en grève pour huit jours.

—Une boutade d'actualité, prise dans le *Punch*.

La feuille anglaise nous montre, en chaire, un ministre protestant, terminant son sermon par l'avis ordinaire:

"Demain, à l'heure habituelle, lecture."

Son bedeau, placé près de lui, l'interrompt brusquement pour dire:

—Mon révérend, vous oubliez que nous avons des perdreaux.

Le ministre, sans se déconcerter, reprend:

"Demain, par extraordinaire, pas de lecture de la Bible."

Rappelons que c'est un ministre protestant que la feuille anglaise met en scène; jamais un prêtre romain ne mettrait ainsi les satisfactions de son estomac au-dessus des intérêts de la religion.

—Dans un restaurant de l'Exposition:

Un client prend sa place à une table, déploie sa serviette, se verse à boire, tout cela sans mot dire.

Le garçon, qui flaire un étranger, fait l'empressé.

—Monsieur ne sait peut-être pas que nous parlons cinq langues, toi: l'anglais, le russe, l'espagnol....

—C'est bon, interrompit le client, servez m'en une à la sauce piquante!

—Un type de médecin anglais:

Le docteur Abernethy était bien connu pour son laconisme. Il détestait les longues consultations et les détails inutiles et filandreux. Une dame, connaissant cette particularité, se présente chez lui pour le consulter sur une grave blessure qu'un chien lui avait faite au bras.

Elle entre sans rien dire, découvre la partie blessée et la place sous les yeux du docteur.

M. Abernethy regarde un instant, puis il dit:

—Egratignure!

—Remède.

—Chat!

—Chien.

—Aujourd'hui!

—Rien.

—Douloureux!

—Non.

Le docteur fut si enthousiasmé de cette conversation à la Rabelais, qu'il aurait presque embrassé la dame.

DONNER UN SAVON.—Rien de plus naïf que cette expression: "Donner un savon; recevoir un savon." En connaissant l'origine l'Académie, c'était en donnant ou en expriment l'intention de donner un morceau de savon à quelqu'un que les femmes enseignèrent la propreté du corps. Recevoir un morceau de savon de la main d'une femme, c'était un cruel affront et une sévère leçon de propreté. La locution a passé de l'ordre matériel dans l'ordre moral où elle se conservant sa signification.

CHAUSSURES A VIS.—On remarquera plus loin l'annonce de M. Andrieu, rue Poydras, 59, relative à des chaussures à vis faites tel au prix de $3,50 la paire et à des chaussures connues au prix de $4. Le modeste prix de cette confortable chaussure est spécialement en vue d'une clientèle des ouvriers et des travailleurs matériaux et par des ouvriers de première ordre, pour dames, cavaliers, jeunes gens et enfants. La fabrique Andrieu n'occupe pas moins de 75 à 100 ouvriers, ce qui atteste la prospérité des artisans qu'elle livre à l'usage du public et la modicité de ses prix, vu la vente de ces chaussures à vis est considérable.

Nous lisons dans la *Gazette des Tribunaux*:

M. Albert Rogat, rédacteur du journal la *Paye*, et Coulrie, gérant, sont mis à la comparution devant le tribunal correctionnel de la Seine, le 12 de ce mois, pour répondre aux poursuites dirigées contre eux pour offenses envers la personne du président de la République.

Plateforme Démocratique.

1. Que la parti démocrate-conservateur de l'Etat de la Louisiane, réuni en convention, renouvelle tous les engagements contenus dans la plateforme du parti de juillet 1876 et particulièrement ce qui suit:

Nous engageons par la présente, notre parole à l'accomplissement de toutes les obligations légales, dues par l'Etat de la Louisiane; et nous nous engageons à tourner nos plus énergiques efforts dans la direction de la réforme et d'une administration économique du gouvernement spécialement en ce qui concerne la taxation et la restriction du patronage dangereux de l'Exécutif d'Etat.

2. Réclu que l'intérêt des classes industrielles produisant la richesse est un intérêt suprême pour le peuple des Etats-Unis. Ceux dont le travail et l'esprit d'entreprise produisent la richesse doivent être assurés d'en jouir.

Notre plus chaude sympathie est acquise aux classes laborieuses qui ont été victimes de la dernière crise financière ruineuse et une législation inique du parti républicain, et nous engageons le parti démocrate au renversement de cette politique et à la restauration de leurs droits.

3. Que Francis T. Nicholls, par la manière habile et grave avec laquelle il a traité les nombreuses questions délicates surgissant du succès du parti en 1876 et ayant eu pour résultat l'établissement du gouvernement du peuple en Louisiane, mérite la reconnaissance de tous les Louisianais; que sa sagesse, sa justice et sa position dans l'administration des grands intérêts de l'Etat sont d'accord avec les principes énoncés par lui en acceptant la nomination et lui ont valu le respect de tous comme gouverneur de tout le peuple de la Louisiane, et lui donnent droit à l'appui de tous ceux qui aiment un bon gouvernement.

4. Que nous nous rapplons avec reconnaissance les efforts héroïques et patriotiques du Gén F. W. Ogden et des soldats-citoyens de la Louisiane sous lui dans l'établissement et le soutien du gouvernement du peuple dans cet Etat;

5. Que le vote de la Louisiane aux élections de 1876 a été donné à Samuel J. Tilden pour la présidence et à Thomas A. Hendricks pour la vice-présidence par une majorité de plus de 8000 voix, et qu'il a été frauduleusement compté pour Rutherford B. Hayes et William A. Wheeler, sous le prétexte que le résultat avait été obtenu par l'intimidation et l'assassinat, et que le défaut du parti républicain de produire des témoins pour soutenir ces charges, quand il a été invité à le faire par le comité Potter, est une confession de son impuissance à soutenir ses allégations et de la fausseté des accusations élles-mêmes, et que le résultat de l'enquête du dit comité est une preuve affirmative que ces charges et ces allégations étaient dépourvues de fondement.

6. Que la récente admission de W. P. Kellogg comme sénateur de cet Etat a été un abus de parti pour un but éphémère de parti et une violation de la Constitution qui assure à chaque Etat deux sénateurs; que lorsque avant l'admission de Kellogg il avait été établi d'une manière concluante que l'assemblé générale de Nicholls était la véritable et la seule Législature de la Louisiane; que dans l'opinion de cette convention, le Sénat des Etats-Unis n'était pas compétent, par une reconnaissance posthume, à galvaniser une autre assemblé dont l'existence n'a pas laissé de traces dans les livres de Statuts de l'Etat et qui n'est disoute sens avoir été reconnue nulle part et qu'en vue du caractère sans précédent de cette affaire, une révision est due par le Sénat à la justice.

7. Que nous regardons avec un sérieux mécontentement l'indifférence et l'opposition des membres du Congrès national à un système d'améliorations intérieures, pour restaurer la prospérité des Etats du Sud et du Sud-Ouest, et nous wistons auprès de nos sénateurs et représentants pour qu'ils réunissent leurs efforts afin d'obtenir l'assistance du gouvernement national en faveur du chemin du Pacifique et Texas, et en faveur d'un système de levées de nature à protéger les terres d'allurion de la Vallée du Mississippi contre les inondations, et en faveur d'une navigation en rapport avec les besoins du commerce, ces besoins ayant un caractère national et être dehors du contrôle des gouvernements d'Etat.

8. Que nous endossons cordialement la mémoire de la chambre de commerce de la Nlle-Orléans au Congrès en faveur d'une ligne de steamers avec le Brésil, engageons nos représentants au Congrès à faire valoir pour la dite ligne la contrat de la malle par la Nlle-Orléans, avec la subvention qui a été demandée afin de faciliter l'ouverture de ce commerce d'une si grande importance pour l'Ouest et pour le Sud.

9. Résolu, que la démoralisation de la Louisiane demande que le système de banque nationale soit aboli et que les billets des banques nationales soient retirés et qu'à leur place le gouvernement des Etats-Unis émette un montant égal en billets d'un caractère uniforme, communément appelés greenbacks, et demande en même temps le rappel sans condition des lois imposant une taxe sur la circulation des banques d'Etat.

10. Résolu que, Nous demandons aussi le rappel immédiat et sans condition de l'acte de reprise de communes inaliénablement opposés à la politique ruineuse pourvuivie par le parti républicain, par laquelle le volume de la circulation a été réduit de beaucoup au besoin du commerce, au détriment du pays, et par laquelle soixante huit faillites, la baisse des affaires, la rareté du travail ont eu lieu et les gages du pauvre ont été réduits; que c'est l'opinion de cette convention que tous les bons et obligations du gouvernement national doivent être payés en billets du Tré sor des Etats-Unis, excepté quand il en a été disposé autrement dans la loi originale selon laquelle ils ont été émis; nous demandons en outre le rappel de toutes les lois passées subséquemment à la loi originale créant la dette publique, par laquelle les obligations du contrat ont été rendues plus onéreuses.

11. Résolu que dans le jugement de cette convention la législature de cet Etat devrait dans sa prochaine session ouvrir à l'appel et à la réunion d'une convention le plus tôt possible, pour faire et établir une nouvelle constitution pour l'Etat de la Louisiane.

12. Résolu qu'en favorisant la convocation d'une convention constitutionnelle on ne se propose pas de remplacer les officiers actuellement en fonction dans le gouvernement d'Etat.

NOUVELLES TAXES POSTALES.

Le *Journal officiel* du 19 publie deux décrets, en date du 16 courant, rendant applicables à partir du 1er mai prochain les taxes postales établies par la loi du 6 avril courant, et les taxes télégraphiques établies par la loi du 21 mars dernier.

Un autre décret du même jour fixe ainsi les taxes à percevoir par l'administration des postes, pour le transbordement des lettres ordinaires expédiées des ports de l'Algérie et des bureaux de postes français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis et à Tanger, à destination des pays ci-dessous mentionnés:

1° A raison de 25 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes, par rapport à toute l'Europe et les pays suivants: Russie d'Asie, Turquie d'Asie, Egypte y compris la Nubie et le Soudan, Maroc et Açores, Mayes, Perse (voie de Russie et de Turquie,) Colonies et établissements anglais de la côte septentrionale d'Afrique, Tunis, Tripoli de Barbarie, enfin, en Chine, villes de Khiqan, Pékin, Tien-Tsin et Urga (voie de Russie);

2° A raison de 35 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes, par rapport aux pays suivants: Etats-Unis de l'Amérique du Nord; Brésil; République Argentine; Japon; Chine (voie de Marseille ou de Brindisi); Perse (voie du golfe Persique); colonie et établissements d'outre-mer français, danois, espagnols, italiens et portugais; Inde britannique (y compris l'Hindoustan, la Birmanie britannique, Aden et les établissements de poste indiens de Bagdad et de Bassorah (Turquie d'Asie) de Guadur (Bélouchistan), de Mandalay (Birmanie), de Mascate (Arabie) et de Zanzibar; colonies et établissements britanniques de Ceylan, du détroit de Malacca, de Labuan, de Hong-Kong, de Maurice et dépendances, des Bermudes, de la Guyane, de la Jamaïque et de la Trinité; enfin, villes libres hanséatiques, de l'Etat de Cachemire et du Thibet, avec lesquels des conventions postales peuvent être échangées par la voie de l'Inde britannique.

Les lettres non affranchies passeront de même.

Les taxes pour les lettres envoyées par les banques dont il s'agit en France, en Algérie, seront respectivement les mêmes que celles perçues en France pour lettres aux destinations dont l'énumération précède.

Le décret est également exécutoire à partir du 1er mai prochain.

Aux départements d'incendie de l'Union et à toutes autres organisations charitables de même but.

L'ASSOCIATION Charitable des Pompiers de la Nouvelle-Orléans, pour la première fois depuis sa fondation qui date d'un demi siècle, se trouve obligée de faire appel à la charité publique.

Avec ses deux mille cinq cents membres actifs et honoraires, et leurs familles, les deux cents soixante-quinze veuves, leurs deux cent soixante-quinze orphelins, privés tant d'un parent que de deux; l'énorme pétence de la ville de payer le département; avec une caisse épuisée, en vue de l'épidémie qui sévit avec tant de rigueur, notre Association se trouve impérieusement à donner les secours nécessaires à ceux qui souffrent de maladies ou de privations.

L'Association fait donc appel, au nom de l'humanité, à toutes les associations de même genre dans tous les Etats de l'Union, pour le secours qu'elles pourraient dans leurs moyens leur faire parvenir.

I. N. MARET,
1 sep— Président.

L'UNION FRANÇAISE.

Appel du Comité de Secours.

L'épidémie nous enveloppe de tous côtés; elle s'étend maintenant à toutes les parties de la ville et à tous les étages de la population. Le nombre des malades, surtout parmi les classes pauvres, a pris des proportions considérables, et la misère vient s'ajouter à la maladie. Il est utile, il est nécessaire de multiplier les moyens de venir en aide à ceux qui souffrent et qui manquent de soins; il est d'un intérêt urgent de secourir leurs familles nécessiteuses.

Le Comité de l'Union Française a pour mission d'organiser des secours en faveur des indigents français atteints par l'épidémie, et de joindre ainsi ses efforts à ceux de cette admirable Association Howard et des autres institutions charitables.

Pour le seconder dans sa tâche, il fait appel aux médecins, aux pharmaciens et à toutes les personnes qui voudraient concourir, à un titre quelconque, à l'œuvre qu'il entreprend.

Il fait également appel aux sociétés françaises des autres villes et à tous les Français des Etats-Unis, espérant que ne cri de détresse, au milieu de la calamité qui nous frappe, ne restera pas sans écho.

Pour le comité,

F. TUJAGUE,
Secrétaire-Trésorier.

L'UNION FRANÇAISE.

En présence de l'épidémie qui règne parmi nous et des nombreuses et profondes misères qu'elle fait naître, l'Union Française a résolu de former un comité de secours dans le but:

1° De venir en aide, par des soins et autrement, aux Français nécessiteux, frappés par l'épidémie et n'appartenant à aucune société de secours;

2° De soulager, dans la mesure de ses ressources, les infortunes créées, dans les familles indigentes de nos compatriotes, par la mort de leurs soutiens.

Dans ce but, le comité est autorisé à recevoir des souscriptions et à faire appel à tous ceux qui désireraient concourir, par leurs services personnels ou des contributions d'argent, au soulagement de ces misères.

Sont nommés membres du comité, avec pouvoir de recueillir des souscriptions:

Président Honoraire,
M. LEON BELLAGUET,
Gérant du Consulat de France.

Président, M. EDOUARD LAFFITE,
Président de l'Union Française, No 8 Gallier's Court.

Sect.-Correspondant } M. F. TUJAGUE,
et Trésorier. } 11 rue de Chartres.

M. P. JAUFROID, Vice-Président de l'Union Française, No. 22 rue de Chartres.

M. A. WALZ, Vice-Président de l'Union Française, No 26 rue Conti.

M. A. GUILLEMET, Sect. de la Chambre Syndicale Consultative du Commerce Français, No. 57 rue Bienville.

M. A. MAILHES, Vice-Président de la Société des Bouchers, coin des rues Poydras et Dryades.

M. P. ROQUES, Président de la Société des Garçons de Salle, coin Conti et Bourbon.

M. A. DOUSSAN, 40 rue de Chartres.

M. E. ERRARD, Président de la Société Alsacienne et Lorraine, 46 Exchange-Alley.

M. J. ANGLADE, coin Conti et Bourbon.

M. G. E. MASTRAL, coin Conti et Passage de la Bourse.

M. M. LEBLOND, 101 rue Bourbon.

M. H. SALOMON, Secrétaire-Trésorier de l'Union Française, au siége de la société rue St-Louis.

L'UNION FRANÇAISE.

Le Comité de Secours ayant complété son organisation, fonctionnera dès à présent. Les demandes de secours peuvent être adressées à tous les membres du comité, ainsi qu'à MM.

Léon Médal, 93, rue Vieille-Levée;
Chagnard, même adresse;
Joseph David, 32, rue Vieille-Levée, près Douane;
J. Anglade, coin Bourbon et Conti.

Ces messieurs sont plus spécialement chargés des ordres pour les médecins, les pharmaciens et les garde-malades.

Pour le comité,

F. TUJAGUE,
Secrétaire-Trésorier.

Société Allemande de Secours.—M. Jacob Hassinger, président de la Société allemande de secours a désigné les comités suivants:

Premier ward—George Auer, Ad. Leidenheimer, Mez Werz.

Second ward—C. H. Schenck, J. Weingart, John F. Moller;

Troisième ward—W. H. Littman, M. Vonderbank, A. Shelley, P. Wunder, Ph. Kreutz, G. H. Tanner.

Quatrième ward — Hy. Oertling, H. Heidenheim, H. Rathjens, L. Zirkenbach, C. Huener, Hy. Rauschenbach, H. Heidenrann.

Cinquième ward — Ed. Wirth, F. Schmidt, J. Schalck;

Sixième ward—Joseph Brandner, R. F. Theurer, Richard Frotcher, E. Pragst;

Septième ward—Rev. O. Koelle, C. Lochbrunner, J. Jacobs;

Huitième ward—F. Belling, Jacob Wappler, C. F. Seeman;

Neuvième ward—E. A. Rosenfeld, Hon. J. E. Rengstorff, John Uber, H. Mueller;

Dixième ward—Frank Lauer, Casimir Mueller, Andrew Kreutz, Robert Meyer;

Onzième ward—Maximilian Hermann P. J. Kraemer, C. Assenheimer, C. Kuemmel;

Sixième district—C. A. Miller, Chas. F. Buck;

Septième district—H. Tobbe, Henry Juergens.

Concours littéraire annuel en langue française de l'Athénée louisianais.

Le rapport suivant a été adopté par l'Athénée louisianais dans sa séance du mercredi 24 avril 1878, et constitue le programme du concours auquel sont invités à participer les écrivains de langue française en Louisiana.

Concours de 1878.

Fidèle à sa mission, l'Athénée louisianais a résolu de contribuer, dans la mesure de ses forces, à répandre parmi nos jeunes gens le goût de l'étude, en faisant naître entre eux une louable émulation, en leur ménageant une occasion de se produire, en offrant, enfin, aux plus habiles un témoignage de sympathie.

Dans but, l'Athénée a décidé, dans sa séance du 10 avril, d'instituer un Concours littéraire annuel en langue française.

2° Toute personne, de l'un ou de l'autre sexe, résidant en Louisiane, et qui n'est pas membre de l'Athénée, est invitée à concourir.

3° L'Athénée décernera deux prix: le premier consistera en une médaille en or, le second en une médaille en argent.

4° La proclamation des prix aura lieu dans le courant de décembre.

5° Les manuscrits devront être reçus par le secrétaire *au plus tard*, le 31 octobre; ils devront être écrits d'une manière facilement lisible, sur papier écolier régid avec une marge d'un quart de la largeur et seulement sur le recto des pages; ils ne devront pas dépasser 25 pages.

6° Les deux manuscrits couronnés seront publiés dans les Comptes-rendus de l'Athénée. On inscrira les noms des lauréats sur un tableau d'honneur affecté aux concours annuels.

7° La présentation des prix se fera publiquement, en séance spéciale. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire.

8° Chaque manuscrit sera remis sous nom d'auteur, mais portant une épigraphe ou devise qui sera reproduite *sur* une enveloppe cachetée, dans laquelle l'auteur aura écrit son nom et son adresse.

9° Les enveloppes correspondant aux manuscrits vainqueurs seront ouvertes dans le cours de la séance, et les noms des lauréats seront proclamés.

Les autres enveloppes seront détruites, et les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

11° Le sujet choisi pour le prochain concours est le suivant, et devra être traité en prose:

DE LA PUISSANCE DE L'ÉDUCATION, ET DE LA NÉCESSITÉ DU TRAVAIL DANS TOUTES LES CONDITIONS DE LA VIE.

Les manuscrits et communications devront être adressés au secrétaire, P. O. Box 1294, Nouvelle-Orléans.

F. TUJAGUE, O. CARRIÈRE,
MERCIER, S. MARTIN, D. M. P.,
FÉLIX LIGHT, ALFRED MERCIER,
RAOUL D'UNONVILLE.

L.S.L.

UNE AUTRE GRANDE OCCASION!

PAS D'ESCOMPTE!

Pas d'ajournement!

Tous les lots payés en plein!

GRANDE CHANCE
—POUR—
UNE FORTUNE!

LA COMPAGNIE DE LA
LOTERIE
DE L'ÉTAT
DE LA LOUISIANE
—FERA—
A la Nouvelle-Orléans, Lne,
LE MARDI, 8 OCT., 1878.
—
LE GRAND TIRAGE
MENSUEL
De la Loterie à $2.
CLASSE K.

GROS LOT:
$30,000.
1857 LOTS!
—LE TOUT S'ELEVANT A—
$110,400!

Le tirage commencera positivement à dix heures du matin
AU BUREAU DE LA
COMPAGNIE,
DANS LA MAISONNETTE DU
MARDI, 8 OCT. 1878.
—A LA—
NOUVELLE-ORLÉANS, LNE.

Voyez la Distribution!

Distribution Extraordinaire!
100,000 billets à $2 chacun.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$30,000, est	$30,000
1 Lot de	10,000,	10,000
1 Lot de	5,000,	5,000
2 Lots de	2,000,	4,000
5 Lots de	1,000,	5,000
20 Lots de	500,	10,000
100 Lots de	100,	10,000
200 Lots de	50,	10,000
500 Lots de	20,	10,000
1,000 Lots de	10,	10,000

PRIX D'APPROXIMATION:

9 Lots d'approximation de $300 chacun pour les neuf mille nombres précédents de ceux qui sera gagné le lot de $30,000, soit	2,700
9 Lots d'approximation de $2000 chacun pour les neuf mille nombres restant du numéro qui sera gagné le lot de $10,000, soit	1,800
9 Lots d'approximation de $167 chacun pour les neuf mille nombres restant du numéro qui sera gagné le lot de $5,000, soit	900
1,857 Lots se montant à	$116,400

Billet entier, $2; Demi-Billet, $1.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau central de la COMPAGNIE DE LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

S'adresser au Lock Box 692
New Orleans Post Office.

Transmettre l'argent par des ordres sur la poste de poste, par des lettres enregistrées par des traites ou par l'Express.

Souvenez-vous qu'un Grand Tirage a lieu
8 OCT. 1878.
TOUS LES LOTS
—SONT—
PAYÉS SUR PRÉSENTATION.

On demande des agents dans toute les villes, comptés, villes et villages de l'Union.

D'excellentes garanties sont exigées et offertes. Investissement, remarquez les chances qui doivent être adressés à

M. A. DAUPHIN,
Président,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Votre lettre sans réponse si-gnifie une refus.

MAGASIN DE MUSIQUE DE
GRUNEWALD,

Qui offre les meilleurs Pianos et les meilleurs Orgues du monde,
QUI A L'AGENCE EXCLUSIVE DES FAMEUX PIANOS FAVORIS DE
PLEYEL, WOLF & CO., DE PARIS,
PIANOS DONT PLUS DE 67,000 sont déjà en en usage!

C'est la seule et un seulement C'est la seule maison quelconque, ce qui dém